

**PARLEMENT DE LA RÉGION  
DE BRUXELLES-CAPITALE**

SESSION ORDINAIRE 2012-2013

18 AVRIL 2013

**PROPOSITION D'ORDONNANCE**

**visant à supprimer un poste d'échevin  
dans chaque commune en incluant le  
président du CPAS dans les collèges**

**RAPPORT**

fait au nom de la commission  
des Affaires intérieures, chargée des Pouvoirs  
locaux et des Compétences d'agglomération

par M. Vincent LURQUIN (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

*Membres effectifs* : MM. Jamal Ikazban, Emir Kir, Mme Anne Dirix, M. Vincent Lurquin, Mme Barbara Trachte, M. Philippe Pivin, Mmes Isabelle Molenberg, Martine Payfa, M. René Coppens, Mme Sophie Brouhon, M. Walter Vandenbossche.

*Membres suppléants* : MM. Yaron Pesztat, Didier Gosuin.

*Autres membres* : MM. Mohammadi Chahid, Emmanuel De Bock, Olivier de Clippele, Mmes Anne-Charlotte d'Ursel, Anne Herscovici, M. Pierre Migisha, Mmes Caroline Persoons, Magali Plovie.

*Voir* :

**Document du Parlement :**

A-257/1 – 2011/2012 : Proposition d'ordonnance.

**BRUSSELS  
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

GEWONE ZITTING 2012-2013

18 APRIL 2013

**VOORSTEL VAN ORDONNANTIE**

**ertoe strekkende in elke gemeente een  
schepenamt af te schaffen en de OCMW-  
voorzitter in het college op te nemen**

**VERSLAG**

uitgebracht namens de commissie  
voor Binnenlandse Zaken, belast met de Lokale  
Besturen en de Agglomeratiebevoegdheden

door de heer Vincent LURQUIN (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

*Vaste leden* : de heren Jamal Ikazban, Emir Kir, mevr. Anne Dirix, de heer Vincent Lurquin, mevr. Barbara Trachte, de heer Philippe Pivin, mevr. Isabelle Molenberg, mevr. Martine Payfa, de heer René Coppens, mevr. Sophie Brouhon, de heer Walter Vandenbossche.

*Plaatsvervangers* : de heren Yaron Pesztat, Didier Gosuin.

*Andere leden* : de heren Mohammadi Chahid, Emmanuel De Bock, Olivier de Clippele, mevr. Anne-Charlotte d'Ursel, mevr. Anne Herscovici, de heer Pierre Migisha, mevr. Caroline Persoons, mevr. Magali Plovie.

*Zie* :

**Stuk van het Parlement :**

A-257/1 – 2011/2012 : Voorstel van ordonnantie.

**I. Exposé introductif de  
M. Olivier de Clippele et de  
Mme Anne-Charlotte d'Ursel,  
coauteurs de la proposition**

M. Olivier de Clippele fait remarquer que le dépôt de cette proposition d'ordonnance est antérieur aux élections communales d'octobre 2012. Il n'est donc aucunement lié aux résultats desdites élections, et aux éventuelles modifications dans l'attribution de mandats qui ont pu en découler.

On entend très souvent, surtout au nord du pays, que les communes bruxelloises sont trop nombreuses et qu'il faut en réduire le nombre, voire les fusionner en une seule entité. Il est intellectuellement raisonnable de penser que de telles mesures permettraient de réaliser des économies et des gains en termes d'efficacité. Toutefois, la réalité est autre. Ainsi, à compétences égales, les coûts de fonctionnement de la ville d'Anvers par habitant sont de 20 à 25 % plus élevés que ceux des dix-neuf communes bruxelloises réunies. Il en va de même pour les trois autres grandes villes belges (Gand, Liège et Charleroi).

L'orateur défend donc le maintien des dix-neuf communes bruxelloises. En revanche, des efforts peuvent être effectués en termes de gestion et d'assainissement des finances locales. La présente proposition vise ainsi à inclure le président du CPAS dans le collège des bourgmestre et échevins, qui devient le collège communal. Elle permettra aussi d'éviter que l'échevinat des affaires sociales fasse double emploi avec la présidence du CPAS, comme cela arrive encore parfois dans certaines communes. Sans porter atteinte à l'autonomie communale, le président du CPAS deviendra un membre à part entière du collège communal, avec voix délibérative, et plus uniquement consultative.

Une analyse comparative des systèmes appliqués dans d'autres capitales européennes livre deux constats. D'une part, l'importance de la population et la taille de ces villes justifient le maintien de deux niveaux de pouvoir : la ville de Paris (2.000.000 d'habitants) se décompose en vingt arrondissements, Madrid (3.000.000 d'habitants) en vingt et un districts, la grande ville de Londres (7.600.000 habitants) en trente-deux «borough» ou districts, et la grande ville d'Amsterdam (780.000 habitants) en sept «Stadsdelen» plus la ville «centre». D'autre part, le ratio nombre d'échevins par 100.000 habitants est relativement plus élevé pour les dix-neuf communes bruxelloises réunies.

La proposition du MR vise à réduire globalement les coûts de fonctionnement des dix-neuf communes bruxelloises, sans porter atteinte ni leur existence ni au principe de l'autonomie communale.

Mme Anne-Charlotte d'Ursel énonce quelques

**I. Inleidende uiteenzetting van  
de heer Olivier de Clippele en van  
mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel,  
mede-indieners van het voorstel**

De heer Olivier de Clippele merkt op dat het voorstel van ordonnantie werd ingediend vóór de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2012. Het hangt dus geenszins samen met de uitslag ervan noch met de eventuele wijzigingen in de toekenning van mandaten die daaruit konden voortvloeien.

Men hoort zeer vaak, vooral in het noorden van het land, dat er te veel Brusselse gemeenten zijn, dat hun aantal zou moeten worden verminderd en dat ze zelfs tot een enkele entiteit zouden moeten worden gefuseerd. Intellectueel gezien is het redelijk om aan te nemen dat dergelijke maatregelen tot besparingen en meer efficiëntie zouden leiden. De realiteit ziet er echter helemaal anders uit. Bij gelijke bevoegdheden liggen bijvoorbeeld de werkingskosten van de stad Antwerpen per inwoner 20 tot 25% hoger dan die van de negentien Brusselse gemeenten samen. Hetzelfde geldt voor de drie andere grote Belgische steden (Gent, Luik en Charleroi).

De spreker pleit bijgevolg voor het behoud van de negentien Brusselse gemeenten. Er kunnen daarentegen inspanningen worden geleverd op het vlak van het beheer en de sanering van de lokale financiën. Dit voorstel strekt er aldus toe de OCMW-voorzitter op te nemen in het college van burgemeester en schepenen, dat het gemeentecollege wordt. Het voorstel strekt er ook toe te voorkomen dat het schepenambt van sociale zaken overlapt met het voorzitterschap van het OCMW, zoals dat soms nog het geval is in bepaalde gemeenten. Zonder de gemeentelijke autonomie te schenden, zal de OCMW-voorzitter een volwaardig lid van het gemeentecollege worden met niet langer enkel een raadgevende stem, maar met stemrecht.

Een vergelijkende analyse van de regelingen in andere Europese hoofdsteden leidt tot twee vaststellingen. Enerzijds verantwoorden het bevolkingsaantal en de grootte van de stad dat er twee gezagsniveaus worden behouden: Parijs (2.000.000 inwoners) bestaat uit twintig arrondissementen, Madrid (3.000.000 inwoners) uit eenentwintig districten, de grootstad Londen (7.600.000 inwoners) uit tweeëndertig "boroughs" of districten, de grootstad Amsterdam (780.000 inwoners) uit zeven Stadsdelen en het stadscentrum. Anderzijds is het aantal schepenen per 100.000 inwoners tamelijk hoog voor de 19 Brusselse gemeenten samen.

Het voorstel van de MR strekt ertoe de werkingskosten van de negentien Brusselse gemeenten in globo te verminderen zonder hun bestaansreden in twijfel te trekken noch het principe van de gemeentelijke autonomie ter discussie te stellen.

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel voert enkele

arguments qui plaident en faveur de l'adoption de cette proposition d'ordonnance.

Pourquoi avoir choisi la suppression d'un poste d'échevin en incluant le président du CPAS dans les collèges ? Actuellement, le président du CPAS est invité au collège avec voix consultative, et non délibérative. Il n'assiste pas de manière systématique à tous les collèges ; certains présidents de CPAS ne viennent d'ailleurs pratiquement jamais à ces réunions ou uniquement lorsqu'ils doivent défendre un point qui les concerne. Le président du CPAS est de ce fait isolé dans une tour d'ivoire. L'adoption de la présente ordonnance ne portera pas atteinte à son indépendance dans la gestion du centre public d'action sociale. En revanche, elle permettra de coordonner son travail et celui du collège. Actuellement, il n'est pas rare de voir deux politiques sociales différentes, voire concurrentes, cohabiter au sein d'une même commune, entre le président du CPAS et l'échevin des affaires sociales ou l'échevin de l'emploi voire encore l'échevin du logement. Des services d'aide aux personnes âgées quasiment identiques sont délivrés soit par le CPAS soit par l'échevinat des affaires sociales ou du troisième âge. Une participation active du président du CPAS aux réunions du collège permettra certainement d'éviter ce genre de doublons, inacceptables en période de vaches maigres.

La députée souligne que certains échevins issus des dernières élections ne risquent pas d'avoir du travail toute l'année, au vu des compétences qui leur ont été attribuées : échevinat des droits de l'homme, des sports, des relations avec la périphérie et de l'informatique, des espaces verts et de la coopération internationale. Ces exemples frôlent l'indécence. La suppression d'un poste d'échevin n'empêchera toutefois pas la concentration de compétences importantes dans les mains de quelques-uns.

Dans un contexte de crise économique, qui grève fortement les finances communales, le MR souhaite réaliser des économies d'échelle au niveau des communes, simplifier la vie des citoyens et rendre plus lisibles les services communaux. Cette proposition est frappée du sceau du bon sens.

## II. Discussion générale

M. Walter Vandenbossche estime que le seul mérite des auteurs de cette proposition d'ordonnance est d'engager le débat au Parlement, cela s'arrête là. Il s'attendait à mieux de la part de M. de Clippele et est déçu par les arguments qu'il avance pour défendre sa proposition.

Faire l'économie d'un poste d'échevin peut être le résultat d'une décision réfléchie. Mais si c'est l'unique objectif de cette proposition, M. de Clippele commet une

argumenten aan die pleiten voor de goedkeuring van het voorstel van ordonnantie.

Waarom wordt gekozen voor de afschaffing van een schepenambt en de opname van de OCMW-voorzitter in de colleges ? Thans wordt de OCMW-voorzitter uitgenodigd op de vergaderingen van het college, waar hij een raadgevende stem, maar geen stemrecht heeft. Hij woont niet alle vergaderingen van het college systematisch bij. Sommige OCMW-voorzitters wonen die vergaderingen bijna nooit bij of enkel wanneer ze een punt moeten verdedigen dat hen aanbelangt. De OCMW-voorzitter bevindt zich in feite in een ivoren toren. De goedkeuring van het voorstel van ordonnantie zal zijn onafhankelijkheid bij het beheer van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn niet in het gedrang brengen, maar er daarentegen voor zorgen dat zijn werk met dat van het college kan worden gecoördineerd. Vandaag is het niet ongewoon dat in eenzelfde gemeente het beleid van de OCMW-voorzitter verschilt van en zelfs concurreert met dat van de schepen bevoegd voor sociale zaken, van de schepen bevoegd voor werkgelegenheid of nog van de schepen bevoegd voor huisvesting. Het OCMW, de schepen bevoegd voor sociale zaken of de schepen bevoegd voor de derde leeftijd leveren nagenoeg dezelfde bijstandsdiensten aan bejaarden. Actieve deelname van de OCMW-voorzitter aan de vergaderingen van het college zal het zeker mogelijk maken om dat soort overlappingen, die onaanvaardbaar zijn in magere jaren, te voorkomen.

De volksvertegenwoordigster wijst erop dat sommige schepenen die na de laatste verkiezingen zijn aangesteld zich niet het hele jaar door zouden kunnen bezighouden, gelet op hun bevoegdheden: schepen voor mensenrechten, sport, relaties met de Brusselse rand en informatica, groene ruimten en internationale samenwerking. Dat is de schaamte bijna voorbij. De afschaffing van een schepenambt zal evenwel niet beletten dat belangrijke bevoegdheden in handen van slechts enkelen worden geconcentreerd.

Gelet op de economische crisis, die de gemeentefinanciën zwaar onder druk zet, wenst de MR schaalvoordelen te realiseren in de gemeenten, het leven van de burgers te vereenvoudigen en de gemeentelijke diensten te stroomlijnen. Dit voorstel getuigt van gezond verstand.

## II. Algemene bespreking

De heer Walter Vandenbossche vindt dat de enige verdienste van de indieners van dit voorstel van ordonnantie erin bestaat het debat naar het Parlement te brengen, verder gaat het niet. Hij had meer verwacht van de heer de Clippele en is ontgoocheld door de argumenten die hij naar voren schuift om zijn voorstel te verdedigen.

Het besparen van een schepenambt kan een gevolg zijn van een doordachte beslissing. Maar als het de enige doelstelling van dit voorstel is, maakt de heer de Clippele

erreur institutionnelle, car il oublie pourquoi l'institution « CPAS » a été créée à côté de l'institution « commune ». La politique du conseil de l'action sociale vise l'intérêt direct de la personne, tandis que le collège des bourgmestre et échevins pense en termes d'intérêt communal général. C'est précisément pour ces raisons, au nom de la prise en charge de proximité et de l'aide aux personnes, que le législateur a créé les CPAS.

Ce qu'on propose ici est parfaitement obscur. Certainement après l'intervention de Mme d'Ursel, la proposition signifie que les compétences actuellement exercées par l'échevin des affaires sociales relèveront demain de la compétence du président du CPAS. C'est impossible, étant donné que le collège échevinal exerce une tutelle générale sur le CPAS.

Les auteurs de la proposition ne se prononcent d'aucune façon sur le transfert de compétences et le fonctionnement des personnes : si le président du CPAS devient un membre à part entière du collège échevinal, jouit-il alors de la même voix délibérative que les autres membres du collège ? Ils ne prennent pas non plus le temps de tirer les bonnes conclusions du système anversois, qui fonctionne mieux et dont un certain nombre de mesures pourraient éventuellement être appliquées à Bruxelles. Si l'orateur jalouse Anvers sur un point, c'est sur la fusion des différents CPAS en une grande entité. Sur la base de critères objectifs, le service à la population est 2,5 fois meilleur suite à cette fusion, sans augmentation de moyens ni de personnel, mais en dépassant les différentes frontières communales et en se concentrant uniquement sur le citoyen en difficulté.

La proposition d'ordonnance fait fi du débat fondamental, à savoir comment améliorer le service au citoyen. Si un tel débat débouchait sur la suppression d'un poste d'échevin, ce ne serait pas un problème et de nombreux députés s'en réjouiraient. Mais aujourd'hui on fait de la « politique politicienne », et le citoyen n'a rien à y gagner.

M. Emir Kir rappelle, en préambule à son intervention, que la Belgique, et la Région bruxelloise en particulier, ont pris ces dernières années beaucoup d'initiatives en matière de transparence au niveau des mandats et des revenus, ce qui était essentiel à l'égard de l'opinion publique.

De manière générale, l'orateur s'interroge sur le bien-fondé de cette initiative parlementaire qui donne le sentiment que le collège des bourgmestre et échevins compte un membre excédentaire, dont on peut facilement se passer pour des raisons purement économiques. Est-ce que le MR compte prendre des initiatives en ce sens dans les communes où il est au pouvoir, sans attendre un éventuel vote de cette proposition d'ordonnance ? Comment expliquer à un échevin qu'il est inutile, alors que la complexité des dossiers et des matières à gérer contraint les élus à suivre des formations et à se professionnaliser ?

een institutionele fout want hij vergeet waarom het instituut OCMW naast het instituut gemeente opgericht is. Het beleid van de raad voor maatschappelijk welzijn gaat om het rechtstreekse belang van het individu, terwijl het college van burgemeester en schepenen in termen van algemeen gemeentelijk belang denkt. Het is net om die redenen, omwille van de gemeenschaps- en welzijnszorg, dat de wetgever de OCMW's tot stand heeft gebracht.

Wat hier wordt voorgesteld is totaal onduidelijk. Zeker na de tussenkomst van mevrouw d'Ursel, betekent het voorstel dat de bevoegdheden die vandaag door de schepenen voor Sociale Zaken worden uitgeoefend, morgen in de handen van de voorzitter van de OCMW zullen komen. Dit kan niet, vermits een schepencollege een algemene voogdij over het OCMW heeft.

De indieners van het voorstel doen geen enkele uitspraak over overheveling van bevoegdheden en functionering van mensen : als de OCMW-voorzitter volwaardig lid van het schepencollege wordt, krijgt hij dan hetzelfde stemrecht als de andere leden van het college? Ze nemen ook niet de tijd om de juiste conclusies te trekken uit het Antwerpse systeem dat beter functioneert, en waarvan een aantal maatregelen eventueel in Brussel zouden kunnen worden toegepast. Als de spreker op één punt jaloers is op Antwerpen, is het op de fusie van de verschillende OCMW's in een grote entiteit. Volgens objectieve maatstaven heeft die fusie de dienstverlening aan de bevolking twee en half keer verbeterd, zonder het personeel en de middelen te verhogen, maar door de verschillende gemeentegrenzen te overstijgen en door uitsluitend de hulpbehoevende burger centraal te plaatsen.

Het voorstel van ordonnantie mist het fundamentele debat, namelijk hoe men de dienstverlening voor de burger kan verbeteren. Indien zo'n debat op het afschaffen van een schepenambt zou uitlopen, zou het geen probleem zijn en veel parlementsleden zouden zich erop verheugen. Nu is men bezig met "politique politicienne" en heeft de burger niks aan dit verhaal.

Bij wijze van inleiding op zijn betoog, wijst de heer Emir Kir erop dat België, en het Brussels Gewest in het bijzonder, de laatste jaren veel initiatieven met het oog op transparantie in de mandaten en inkomsten hebben genomen. Dat was van essentieel belang, gelet op de publieke opinie.

De spreker twijfelt in het algemeen aan de gegrondheid van dit parlementair initiatief, want het wekt de indruk dat het college van burgemeester en schepenen een overtollig lid telt, dat om louter economische redenen gemakkelijk terzijde kan worden geschoven. Is de MR van plan initiatieven in die zin te nemen in de gemeenten waar ze aan de macht is, zonder een eventuele goedkeuring van dit voorstel van ordonnantie af te wachten? Hoe kan men aan een schepenen uitleggen dat hij overbodig is, terwijl de gekozenen wegens de complexiteit van de te beheren dossiers en aangelegenheden opleidingen moeten volgen en zich moeten professionaliseren.

Cette législation donne à tort l'impression que la charge de travail du président du CPAS n'est pas tellement importante. C'est mal connaître cette fonction, qui nécessite un travail colossal au quotidien. Par ailleurs, les réunions du collège sont déjà ouvertes au président du conseil de l'action sociale. S'il ne dispose que d'une voix consultative, les décisions sont prises au consensus dans la plupart des communes.

Le commissaire regrette aussi que l'analyse comparative des systèmes appliqués dans d'autres capitales européennes soit uniquement quantitative. Qu'en est-il de la qualité des services rendus ? Les communes sont toujours aux côtés des citoyens, particulièrement en période de crise. Qu'attend-on pour parler de la bonne gestion des communes et des services de qualité qu'elles rendent à la population ?

Enfin, il est erroné de laisser croire qu'il suffit de supprimer un poste d'échevin pour réaliser des économies. Les difficultés financières des communes sont liées au sous-financement des zones de police et de l'aide sociale par l'autorité fédérale. Il est évidemment essentiel de veiller à ce que les communes soient gérées de manière rigoureuse, et la tutelle régionale effectue un travail remarquable en ce sens, notamment au travers de plans triennaux.

En conclusion, le groupe PS s'opposera à cette proposition d'ordonnance.

Mme Anne Herscovici souligne, au nom du groupe Ecolo, la nécessité de donner aux exécutifs locaux les moyens de travailler sérieusement. La question du nombre d'échevins par commune n'est toutefois pas taboue. Sans minimiser la charge de travail des échevins, Ecolo est plutôt favorable à une diminution de leur nombre. L'oratrice imagine que le MR agira en conséquence dans les communes où il se trouve au pouvoir, sans attendre l'adoption d'une législation régionale.

On peut légitimement s'interroger sur la pertinence de certains échevinats, comme l'a malicieusement fait remarquer Mme d'Ursel. Il est vrai que le métier d'échevin est de plus en plus difficile et qu'il nécessite un grand investissement. Néanmoins, les communes ne seront certainement pas moins bien gérées, si un poste d'échevin est supprimé, particulièrement s'il s'agit d'un échevin des affaires européennes et du bien-être animal.

Les réticences d'Ecolo portent plutôt sur le mélange des genres que renferme cette proposition d'ordonnance. Pourquoi associer la suppression d'un poste d'échevin à la fonction de président du CPAS ? Il faut assurément améliorer la coordination et la cohérence des actions menées par la commune et le CPAS afin de développer une politique sociale locale globalement réfléchie entre ces deux institutions. La présente proposition ne rencontre toutefois en rien cette préoccupation.

Si les présidents de CPAS ne participent pas toujours aux réunions du collège, ce n'est pas par désintérêt ou

Deze wetgeving geeft ten onrechte de indruk dat de OCMW-voorzitter niet zoveel werk heeft. Dan kent men die functie niet goed, want ze brengt elke dag enorm veel werk met zich mee. Voorts kan de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn de vergaderingen van het college al bijwonen. Hij heeft weliswaar enkel een raadgevende stem, maar in de meeste gemeenten worden de beslissingen bij consensus genomen.

Het commissielid betreurt ook dat de vergelijkende analyse van de regelingen in de andere Europese hoofdsteden enkel kwantitatief is. Hoe staat het met de kwaliteit van de verleende diensten? De gemeenten staan de burgers altijd bij, vooral in tijden van crisis. Waarop wacht men om de gemeenten lof toe te zwaaien voor hun goed bestuur en de uitstekende diensten die ze aan de bevolking verlenen?

Tot slot is het verkeerd om de indruk te wekken dat het afschaffen van een schepenambt genoeg is om te besparen. De financiële problemen van de gemeenten hangen samen met de onderfinanciering van de politiezones en de sociale bijstand door de federale overheid. Het is natuurlijk van essentieel belang om erop toe te zien dat de gemeenten streng beheerd worden en het Gewest levert als toezichthouder opmerkelijk werk, met name via de driejarenplannen.

Tot besluit zal de PS-fractie tegen dit voorstel van ordonnantie stemmen.

Mevrouw Anne Herscovici benadrukt namens de Ecolo-fractie de noodzaak om de lokale besturen de middelen te geven om ernstig werk te leveren. De kwestie van het aantal schepenen per gemeente is echter geen taboe. Ecolo minimaliseert de werklust van de schepenen niet, maar is veeleer voorstander van een vermindering van hun aantal. De spreekster gaat ervan uit dat de MR consequent zal handelen in de gemeenten waar ze aan de macht is, zonder te wachten op de goedkeuring van gewestelijke wetgeving.

Men kan zich terecht vragen stellen over de relevantie van bepaalde schepenambten, zoals mevrouw d'Ursel plagerig heeft opgemerkt. Het is inderdaad zo dat het schepenambt almaar moeilijker wordt en een grote inzet vereist. De gemeenten zullen evenwel niet minder goed bestuurd worden indien er een schepenambt wordt afgeschaft, vooral wanneer het gaat over een schepen voor Europese aangelegenheden en dierenwelzijn.

Ecolo heeft veeleer bezwaren tegen de vermenging van functies in dit voorstel van ordonnantie. Waarom wordt er een verband gelegd tussen de afschaffing van een schepenambt en de functie van OCMW-voorzitter? Het lijkt geen twijfel dat de coördinatie en coherentie van de acties van de gemeente en het OCMW moeten worden verbeterd, opdat die twee instellingen een doordacht lokaal sociaal beleid tot stand brengen. Dit voorstel strekt daar evenwel helemaal niet toe.

De OCMW-voorzitters nemen niet altijd deel aan de vergaderingen van het college, niet omdat ze geen interesse

parce qu'ils vivent reclus dans une tour d'ivoire, c'est parce qu'ils sont noyés sous le travail et qu'ils n'ont pas les moyens de mener leur tâche à bien dans des conditions normales. Leur charge de travail est d'ailleurs souvent plus lourde que celle des échevins.

Sans doute est-il encore possible d'améliorer les mesures prises au cours des dernières années et Ecolo fera des propositions en ce sens. À l'heure actuelle, le président du CPAS est ainsi invité au collège et au conseil communal, quand il n'est pas membre de celui-ci. La loi organique des CPAS prévoit aussi la rédaction d'un rapport annuel relatif aux économies d'échelle et suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du centre public d'aide sociale et de la commune; ce rapport doit être annexé au budget du centre, ce qui d'après l'oratrice, est loin d'être le cas dans toutes les communes. Il est donc important de déjà veiller à faire appliquer les dispositions existantes dans la législation. On pourrait ensuite demander au président du CPAS de présenter les comptes au conseil communal, alors qu'actuellement, comme tous les mandataires du CPAS, il ne peut assister à cette réunion. On pourrait aussi imaginer un chapitre commun CPAS – commune dans la note de politique générale. On pourrait enfin instaurer, comme cela se fait en Wallonie, une ou deux séances conjointes par an sur des sujets d'intérêt commun.

En conclusion, Ecolo votera contre cette proposition d'ordonnance, non qu'il soit opposé à une diminution du nombre d'échevins, ou qu'il estime inutile de renforcer les cohérences et les coordinations entre le CPAS et la commune, mais parce que cette proposition mélange les genres et n'améliore pas la cohérence des politiques sociales menées au niveau local. Il est d'ailleurs étrange de plaider pour plus de cohérence et de concertation entre les CPAS et la commune, alors que ce texte n'a pas été rédigé en concertation avec les CPAS.

Mme Isabelle Molenberg demande aux auteurs de cette proposition d'ordonnance pourquoi leur formation politique n'a pas mis cette question sur la table lors des négociations institutionnelles intrabrugeoises.

Sur le fond du texte, les FDF soutiennent les efforts de rationalisation proposés, qui vont à contre-courant des mesures prises ces dernières années que ce soit à la Région, avec les accords du Lombard qui ont augmenté le nombre d'élus régionaux de manière disproportionnée par rapport à la taille de la population bruxelloise, ou au niveau des communes, avec l'introduction des échevins surnuméraires flamands dont on peut douter de l'utilité car on est échevin de l'ensemble de la population. Aller vers une rationalisation et une diminution du nombre d'échevins paraît donc sage, même si cette proposition reste imparfaite.

Les FDF soutiendront donc cette proposition d'ordonnance, en émettant toutefois quelques critiques à son égard. Il est ainsi regrettable de ne pas profiter de l'occasion pour créer un véritable échevinat des affaires sociales. Les auteurs de cette proposition ont invoqué le

hebben of zich in hun ivoren toren opsluiten, maar omdat zij verdrinken in het werk en niet de middelen hebben om goed werk te leveren, in normale omstandigheden. Hun werklast is trouwens vaak zwaarder dan die van de schepenen.

Het is allicht mogelijk om de maatregelen van de jongste jaren te verbeteren en Ecolo zal voorstellen in die zin doen. Thans wordt de OCMW-voorzitter op het college en de gemeenteraad uitgenodigd wanneer hij daar geen lid van is. De organieke OCMW-wet voorziet ook in een jaarverslag betreffende de schaalvoordelen en de afschaffing van de overlappingsen tussen het OCMW en de gemeente; dat verslag moet bij de begroting van het OCMW gevoegd worden, wat volgens de spreker zeker niet het geval is in alle gemeenten. Het is dus belangrijk om er nu al op toe te zien dat de bestaande bepalingen in de wetgeving toegepast worden. Men zou vervolgens aan de OCMW-voorzitter kunnen vragen om de rekeningen aan de gemeenteraad voor te leggen, terwijl hij nu niet kan deelnemen aan die vergadering, net zoals alle gekozenen van de OCMW-raad. Men kan ook een gemeenschappelijk hoofdstuk OCMW-gemeente in de algemene beleidsnota overwegen. Men zou tot slot, zoals in Wallonië, een of twee gezamenlijke vergaderingen kunnen houden over onderwerpen van gemeenschappelijk belang.

Ecolo zal ten slotte tegen dit voorstel van ordonnantie stemmen, niet omdat de fractie gekant is tegen een vermindering van het aantal schepenen of het niet nuttig vindt de coherentie en de coördinatie tussen het OCMW en de gemeente te verbeteren, maar wel omdat dit voorstel alles op één hoop gooit en de coherentie van het lokale sociale beleid niet verbetert. Het is trouwens vreemd te pleiten voor meer coherentie en overleg tussen het OCMW en de gemeente, terwijl de tekst niet in overleg met het OCMW tot stand gekomen is.

Mevrouw Isabelle Molenberg vraagt de indieners van het voorstel van ordonnantie waarom hun politieke fractie de kwestie niet te berde gebracht heeft tijdens de intra-Brusselse onderhandelingen.

Wat de grond van de zaak betreft, steunen de FDF'ers de voorgestelde rationaliseringsmaatregelen, die ingaan tegen de maatregelen die de jongste jaren genomen zijn, enerzijds door het Gewest, in het kader van de Lombardakkoorden die het aantal gewestelijke gekozenen op onevenredige wijze uitgebreid hebben gelet op de omvang van de Brusselse bevolking, maar anderzijds ook door de gemeenten, in het kader van de aanstelling van extra Vlaamse schepenen waarvan men het nut kan betwisten omdat men schepenen is voor de hele bevolking. Rationaliseren en het aantal schepenen verminderen lijkt dus verstandig, ook al blijft dit voorstel mank lopen.

De FDF'ers zullen dit voorstel van ordonnantie dus steunen, maar met enkele kritische bemerkingen. Zo is het spijtig dat niet van de gelegenheid gebruikgemaakt wordt om een echt schepenambt voor sociale zaken in te voeren. De indieners van dit voorstel hebben erop gewezen dat

fait que deux politiques sociales différentes pouvaient coexister au sein de certaines communes, l'une menée par le CPAS, l'autre par le pouvoir communal. Or, la présente proposition maintient cette cohabitation entre le président du CPAS et l'échevin des affaires sociales puisque son article 4 dispose que le président du conseil de l'action sociale ne pourra exercer personnellement d'autres attributions que celle de la présidence du conseil de l'action sociale.

Le titre de la proposition d'ordonnance est inexact dans la mesure où le président du CPAS n'aura jamais les mêmes compétences que ses collègues. D'autres modifications législatives devraient suivre pour que ce titre devienne pertinent.

Enfin, un véritable processus de rationalisation devrait s'accompagner d'autres mesures d'économie, notamment la fusion de services communaux et des CPAS (receveur, finances, ressources humaines, etc.). Des économies d'échelle pourraient donc être imposées. Les communes peuvent toujours le faire d'initiative, mais c'est plus facile lorsqu'une législation les y oblige.

M. Pierre Migisha émet au nom du du groupe cdH quelques remarques et un commentaire global sur cette proposition d'ordonnance. Il est opportun de pouvoir, en adéquation avec la déclaration de politique générale, proposer un modèle de bonne gouvernance aux pouvoirs locaux ainsi que de multiplier les synergies entre le CPAS et la commune. Cependant, la discussion doit être posée de façon plus générale et pas uniquement sur la base de la seule mesure contenue dans cette législation. Un plan de bonne gouvernance ne peut se réduire à la suppression d'un poste d'échevin dans chaque commune.

On peut comprendre le désir des auteurs de vouloir porter une mesure aussi populaire et forte. Cependant, le rapprochement entre le CPAS et la commune doit s'évaluer au regard de biens d'autres aspects et de manière transversale. On peut ainsi évoquer les liens fonctionnels, financiers et de tutelle qui existent entre ces deux entités, proches tout en étant juridiquement distinctes. En période de crise économique, les synergies entre pouvoirs publics apparaissent comme une démarche de bon sens, qui répond au double objectif de rationalisation des dépenses et de bonne gouvernance.

Un vade-mecum sur les synergies entre les communes et les CPAS a été mis en ligne sur le site internet de l'Union des Villes et Communes de Wallonie en juillet 2012. Fruit d'une intense collaboration entre le Gouvernement wallon, l'Union des Villes et Communes de Wallonie, le centre régional d'aide aux communes et la direction générale des Pouvoirs Locaux et de l'Action sociale et de la Santé, ce guide est conçu comme un outil didactique et évolutif. Le groupe cdH invite le Gouvernement bruxellois à suivre cet exemple et à solliciter tous les acteurs bruxellois concernés afin qu'ils travaillent à la création d'un outil similaire.

Enfin, si les données quantitatives relatives à Paris,

deux verschillende vormen van sociaal beleid binnen bepaalde gemeenten gevoerd konden worden, het ene door het OCMW, het andere door de gemeente. Dit voorstel behoudt de brug tussen de OCMW-voorzitter en de schepenen voor sociale zaken, aangezien artikel 4 bepaalt dat de OCMW-voorzitter persoonlijk geen andere bevoegdheden kan uitoefenen buiten het voorzitterschap van de OCMW-raad.

Het opschrift van het voorstel van ordonnantie is niet juist, in die zin dat de OCMW-voorzitter nooit dezelfde bevoegdheden zal hebben als zijn collega's. Andere wetswijzigingen zouden moeten volgen opdat dit opschrift de zaken correct weergeeft.

Een echte stroomlijning zou gepaard moeten gaan met andere besparingsmaatregelen, met name een fusie van de gemeentediensten en de OCMW's (ontvanger, financiën, human resources...). Er zouden dus schaalvoordelen tot stand kunnen worden gebracht. De gemeenten kunnen dat altijd op eigen initiatief, maar het is gemakkelijker als de wetgeving hen daartoe verplicht.

De heer Pierre Migisha heeft namens de cdH-fractie enkele opmerkingen en een algemeen commentaar op dit voorstel van ordonnantie. Het is opportuun om, in overeenstemming met de algemene beleidsverklaring, een model van corporate governance voor te stellen aan de lokale besturen en de synergieën tussen OCMW en gemeente uit te breiden. De discussie moet echter algemener worden gevoerd en niet enkel op basis van de enige maatregel in deze wetgeving. Een plan voor corporate governance mag niet beperkt worden tot het afschaffen van een schepenambt in elke gemeente.

Men kan het verlangen van de indieners begrijpen om een zo populaire en verregaande maatregel te willen invoeren. Maar de toenadering tussen OCMW en gemeente moet worden beoordeeld vanuit heel wat andere aspecten en op transversale wijze. Zo zijn er de functionele en financiële banden en de banden van toezicht tussen die twee entiteiten, die dicht bij elkaar liggen maar juridisch gescheiden zijn. In een periode van economische crisis, lijken de synergieën tussen overheidsinstellingen een goed initiatief dat beantwoordt aan de dubbele doelstelling van stroomlijning van de uitgaven en corporate governance.

Een vademecum over de synergieën tussen gemeenten en OCMW's is in juli 2012 online geplaatst op de website van de Vereniging van Steden en Gemeenten van Wallonië. Die gids is het resultaat van intense samenwerking tussen de Waalse regering, de Unie van Steden en Gemeenten van Wallonië, het gewestelijke centrum voor steun aan de gemeenten, de algemene directie lokale besturen, welzijn en gezondheid. De gids is opgevat als een didactisch en evolutief instrument. De cdH-fractie vraagt de Brusselse regering om dat voorbeeld te volgen en alle Brusselse actoren in kwestie te vragen mee te werken aan een soortgelijk instrument.

De kwantitatieve gegevens over Parijs, Londen of

Londres ou encore Amsterdam donnent des informations sur le fonctionnement respectif de ces villes, elles ne sont en aucun cas des éléments tangibles sur lesquels on peut se baser pour transposer ces systèmes en Région bruxelloise.

Pour ces différentes raisons, le groupe cdH ne votera pas en faveur de cette proposition d'ordonnance.

M. Jamal Ikazban souligne, à l'attention de Mme Molenberg, que les échevins flamands sont des échevins à part entière, qui ont souvent d'autres compétences que les seules affaires flamandes.

Mme Isabelle Molenberg n'a jamais dit le contraire. Elle estime qu'un échevin s'occupe de toute la population d'une commune, indépendamment de la langue des habitants. C'est la raison pour laquelle, il est à ses yeux inutile d'avoir un échevin néerlandophone.

M. Jamal Ikazban répète que les échevins flamands ont souvent d'autres compétences que les affaires flamandes et qu'ils s'adressent à l'ensemble des habitants d'une commune. L'argument invoqué par Mme Molenberg ne lui semble pas particulièrement judicieux.

M. Didier Gosuin souligne qu'il est paradoxal de vouloir supprimer un poste d'échevin alors que ces dix dernières années les formations politiques, en ce compris le MR, n'ont eu de cesse d'augmenter le nombre d'échevins. Une réforme intrabrugeoise est en cours, elle vise à simplifier les institutions bruxelloises. Pourquoi ne pas voir mis ce point sur la table des discussions ?

Il faut toujours poser les actes politiques au bon endroit. Un homme politique n'est crédible que lorsqu'il agit à bon escient. La réforme intrabrugeoise offrait une opportunité de simplification qui n'a pas été saisie par les huit partis signataires de l'accord institutionnel. On donne l'impression de vouloir se rattraper après coup d'une erreur ou d'un oubli.

Quand une opportunité politique se présente, il faut la saisir. Ne pas la saisir est une faute politique !

M. Emir Kir propose de reporter le vote de cette proposition d'ordonnance et d'inscrire ce point à l'ordre du jour des discussions du groupe de travail intrabrugeois.

M. Olivier de Clippele remercie les FDF pour leur soutien ; il prend bonne note de leurs critiques et de leurs suggestions.

Les parlementaires de la majorité sont quant à eux unanimement contre la présente proposition, même si, sur le fond, leurs arguments diffèrent. Quand le député entend les critiques de la majorité, il se demande qui est membre du Gouvernement. Certains commissaires disent que cette proposition ne va pas assez loin ou qu'elle n'instaure pas de concertation entre la commune et le CPAS. Ils disposent pourtant de tous les outils nécessaires pour

Amsterdam geven informatie over de respectieve werking van die steden, maar tonen niet de weg om die systemen in het Brussels Gewest om te zetten.

Om al die redenen, zal de cdH-fractie tegen dit voorstel van ordonnantie stemmen.

De heer Jamal Ikazban onderstreept ten behoeve van mevrouw Molenberg dat de Vlaamse schepenen volwaardige schepenen zijn die vaak andere bevoegdheden hebben dan enkel de Vlaamse zaken.

Mevrouw Isabelle Molenberg heeft nooit het tegendeel beweerd. Zij meent dat een schepen ten dienste moet staan voor de hele bevolking van een gemeente, ongeacht de taal van de inwoners. Daarom heeft, volgens haar, een Nederlandstalige schepen geen bestaansreden.

De heer Jamal Ikazban herhaalt dat de Vlaamse schepenen vaak andere bevoegdheden hebben dan enkel de Vlaamse zaken en dat zij zich richten tot alle inwoners van een gemeente. Mevrouw Molenberg slaat de bal volgens hem mis.

De heer Didier Gosuin onderstreept dat het paradoxaal is om een schepenambt te willen schrappen terwijl de politieke fracties, ook de MR-fractie, de jongste tien jaar het aantal schepenen zijn blijven verhogen. Een intra-Brusselse hervorming is aan de gang en strekt ertoe de Brusselse instellingen te vereenvoudigen. Waarom is dat punt niet op de onderhandelingsstafel gekomen?

Men moet de politieke handelingen altijd in de juiste context plaatsen. Een politicus is enkel geloofwaardig als hij weldoordacht handelt. De intra-Brusselse hervorming was een kans op vereenvoudiging die niet gegrepen is door de acht partijen die het institutioneel akkoord ondertekend hebben. Men geeft de indruk de schade te willen herstellen na een fout of een vergetelheid.

Wanneer een politieke opportuniteit zich aandient, moet men die grijpen. Dat niet doen is een politieke vergissing!

De heer Emir Kir stelt voor om de stemming over dit voorstel van ordonnantie uit te stellen en het punt in te schrijven op de agenda van de besprekingen van de intra-Brusselse werkgroep.

De heer Olivier de Clippele bedankt de FDF'ers voor hun steun; hij neemt akte van hun kritiek en opmerkingen.

De parlementsleden van de meerderheid zijn eensgezind gekant tegen dit voorstel, ook al verschillen hun argumenten ten gronde. Wanneer de volksvertegenwoordiger de kritiek van de meerderheid hoort, vraagt hij zich af wie lid van de regering is. Bepaalde commissieleden zeggen dat dit voorstel niet ver genoeg gaat of dat het geen overleg organiseert tussen de gemeente en het OCMW. Zij beschikken nochtans over



répondre à leurs propres critiques et ils n'en font pas usage.

Un député a exigé plus de moyens pour les zones de police et la politique sociale, ce qui implique plus d'impôts et sort de l'objet de la proposition, qui vise à réduire les dépenses au niveau du fonctionnement des collèges communaux.

L'orateur est disposé à suivre la suggestion de M. Kir, qui vise à suspendre les débats et à renvoyer la question au Comori ou au groupe de travail spécifiquement consacré à Bruxelles.

M. Walter Vandenbossche juge cette proposition totalement inacceptable. La réforme intrabrugeoise est la conséquence d'un accord politique conclu au niveau fédéral. Le groupe de travail intrabrugeois est responsable de la mise en œuvre de cet accord, pas de sa rédaction.

Il demande que la commission procède au vote.

A la suite de la suggestion formulée par M. Kir, M. Olivier de Clippele demande, en sa qualité d'auteur, le report de la discussion et du vote sur sa proposition d'ordonnance.

M. Walter Vandenbossche aimerait savoir ce qui motive cette demande de report.

M. Olivier de Clippele explique qu'il trouve la suggestion de M. Kir excellente.

M. Yaron Pesztat souhaite que M. de Clippele formule une motivation simple, claire et compréhensible, appuyant sa demande de report afin que les parlementaires puissent se prononcer en connaissance de cause.

M. Olivier de Clippele répète que la suggestion de M. Kir était de suspendre les débats et de renvoyer ce point au Comori. Cette proposition l'agréé.

M. Yaron Pesztat pense que M. de Clippele a mal compris les propos de M. Kir. Il est rigoureusement impossible pour le Parlement bruxellois de saisir le Comori d'une quelconque demande.

M. Olivier de Clippele ne voit pas ce qui empêche le Parlement d'adresser un courrier au Comori en ce sens.

M. Yaron Pesztat comprend donc que M. de Clippele souhaite demander aux huit partis qui ont négocié la réforme institutionnelle de rouvrir le débat afin d'évoquer ce nouveau point. En cas d'accord, le groupe de travail chargé de mettre en œuvre les réformes intrabrugeoises serait saisi de cette question. Cette suggestion n'est pas sérieuse.

M. Walter Vandenbossche réitère sa demande. Vu que la motivation de M. de Clippele ne correspond pas aux

alle noodzakelijke instrumenten om gevolg te geven aan hun eigen kritiek en zij doen daar niets mee.

Een volksvertegenwoordiger heeft meer middelen gevraagd voor de politiezones en het sociale beleid, wat meer belastingen impliceert en buiten het kader van dit voorstel valt dat ertoe strekt de uitgaven voor de werking van de gemeentecolleges te verminderen.

De spreker is bereid om de suggestie van de heer Kir te volgen en de debatten op te schorten en de kwestie voor te leggen aan het Uitvoeringscomité voor de Institutionele Hervormingen of aan de werkgroep voor Brussel.

De heer Walter Vandenbossche vindt dit voorstel totaal onaanvaardbaar. De Brusselse interne hervorming is het gevolg van een politiek akkoord dat op federaal niveau is gesloten. De intra-Brusselse werkgroep is belast met de uitvoering van dit akkoord, niet met de totstandkoming ervan.

Hij vraagt dat de commissie overgaat tot de stemming.

Na de suggestie van de heer Kir, vraagt de heer Olivier de Clippele als indiener van het voorstel dat de bespreking van en de stemming over zijn voorstel van ordonnantie uitgesteld worden.

De heer Walter Vandenbossche vraagt waarom dat uitstel gevraagd wordt.

De heer Olivier de Clippele legt uit dat hij het voorstel van de heer Kir uitstekend vindt.

De heer Yaron Pesztat wenst dat de heer de Clippele een eenvoudige, duidelijke en begrijpelijke motivatie geeft voor zijn vraag om uitstel opdat de parlementsleden zich met kennis van zaken kunnen uitspreken.

De heer Olivier de Clippele herhaalt dat de suggestie van de heer Kir erin bestond de debatten op te schorten en het punt naar het uitvoeringscomité te verwijzen. Hij kan zich in dat voorstel vinden.

De heer Yaron Pesztat denkt dat de heer de Clippele de uitspraken van de heer Kir slecht begrepen heeft. Het Brussels Parlement kan onmogelijk een dergelijk verzoek voor de Comori voorleggen.

De heer Olivier de Clippele ziet niet wat het Parlement belet om de Comori daarover een brief te sturen.

De heer Yaron Pesztat begrijpt dus dat de heer de Clippele de acht partijen die de institutionele hervorming onderhandeld hebben wil vragen het debat opnieuw te openen en dat nieuwe punt ter tafel te brengen. In geval van akkoord, zou dat worden behandeld door de werkgroep belast met het ten uitvoer leggen van de intra-Brusselse hervormingen. Dat is geen ernstige suggestie.

De heer Walter Vandenbossche herhaalt zijn verzoek. Gelet op het feit dat de motivering van de heer de Clippele

propos de M. Kir et que lui-même n'avance pas de motivation personnelle, l'intervenant demande un vote sur l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance.

M. Yaron Pesztat estime que la proposition de M. de Clippele, s'il s'agit de reporter le point afin de soumettre cette proposition d'ordonnance au Comori, est absurde.

M. Olivier de Clippele demande que la discussion générale ne soit pas clôturée.

M. Yaron Pesztat souligne qu'il doit motiver sa demande.

M. Olivier de Clippele fait sienne l'argumentation développée par M. Kir.

M. Emir Kir précise ses propos. Il souhaitait rebondir sur l'intervention de M. Gosuin qui faisait observer que cette proposition d'ordonnance devrait être discutée au sein d'autres cénacles, à savoir le groupe de travail chargé de mettre en oeuvre la réforme intrabrugeoise, et qui s'étonnait que le MR n'ait pas mis ce point à l'ordre du jour des discussions institutionnelles lorsqu'il en avait l'occasion.

Le député suggérait donc à M. de Clippele de retirer sa proposition d'ordonnance et de remettre le sujet sur la table lors d'une rencontre avec les autres partis politiques.

La présidente indique que M. Kir a initialement parlé de report.

M. Emir Kir répond qu'il parlait de retrait.

M. de Clippele ne souhaitant pas retirer sa proposition d'ordonnance, la présidente soumet sa demande de report des débats au vote de la commission.

La commission refuse cette demande par 9 voix contre 3 et 2 abstentions.

### III. Discussion des articles et votes

#### *Article 1<sup>er</sup>*

Cet article ne suscite aucun commentaire.

#### **Vote**

L'article 1<sup>er</sup> est rejeté par 9 voix contre 5.

niet in overeenstemming is met wat de heer Kir heeft gezegd en dat hij zelf geen eigen motivering aanbrengt, vraagt de spreker een stemming over artikel 1 van de ordonnantie.

De heer Yaron Pesztat vindt het voorstel van de heer de Clippele absurd, als het de bedoeling is het punt te verdagen en dit voorstel van ordonnantie voor te leggen aan de Comori.

De heer Olivier de Clippele vraagt de algemene bespreking niet te sluiten.

De heer Yaron Pesztat benadrukt dat hij zijn verzoek moet motiveren.

De heer Olivier de Clippele neemt de argumentering van de heer Kir over.

De heer Emir Kir verduidelijkt zijn uitspraken. Hij wenste terug te komen op het betoog van de heer Gosuin, die opmerkte dat dit voorstel van ordonnantie elders zou moeten worden besproken, te weten in de werkgroep belast met de tenuitvoerlegging van de intra-Brusselse hervorming, en die verbaasd was over het feit dat de MR dit punt niet op de agenda van de institutionele hervormingen heeft geplaatst toen ze de gelegenheid daartoe had.

De volksvertegenwoordiger stelde de heer de Clippele dus voor om zijn voorstel van ordonnantie in te trekken en het onderwerp opnieuw te berde te brengen bij een ontmoeting met de andere politieke partijen.

De voorzitter zegt dat de heer Kir aanvankelijk sprak van uitstel.

De heer Emir Kir antwoordt dat hij sprak van intrekking.

Aangezien de heer de Clippele zijn voorstel van ordonnantie niet wenst in te trekken, legt de voorzitter zijn verzoek tot verdaging van de debatten ter stemming voor aan de commissie.

De commissie verwerpt dat verzoek met 9 stemmen tegen 3, bij 2 onthoudingen.

### III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

#### *Artikel 1*

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

#### **Stemming**

Artikel 1 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 5.

**IV. Vote sur l'ensemble**

L'ensemble de la proposition d'ordonnance est rejeté par 9 voix contre 4 et 1 abstention.

*- Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

*Le Rapporteur,*  
Vincent LURQUIN

*La Présidente,*  
Martine PAYFA

**IV. Stemming over het geheel**

Het voorstel van ordonnantie wordt in zijn geheel verworpen met 9 stemmen tegen 4, bij 1 onthouding.

*- Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

*De Rapporteur,*  
Vincent LURQUIN

*De Voorzitter,*  
Martine PAYFA